



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Section Saint-Martin-d'Hères-Gières-Poisat-Venon-St-Martin-d'Uriage

www.pcf-smh.fr.

Les cheminots donnent le signal de la riposte à la politique du gouvernement et de l'Union européenne

Jeudi 22 mai 2014, des cheminots de tout le pays, par milliers, manifesteront à l'appel de trois organisations syndicales contre la « réforme ferroviaire ».

Si le gouvernement s'obstine à vouloir faire passer, à la sauvette, son projet de loi au cœur de l'été, il prendra la responsabilité du recours à d'autres formes d'action. Parce que là, c'est trop grave pour la SNCF, pour les cheminots, pour les usagers, pour l'ensemble du pays.

La « réforme ferroviaire » vise à faire éclater la SNCF pour livrer le transport par rail à la concurrence. Il s'agit de lever les obstacles restants à la privatisation des activités ferroviaires profitables pour les groupes privés - l'exploitation - de ponctionner encore davantage les cheminots, les usagers et les contribuables pour les infrastructures et la maintenance.

L'exaspération est déjà à son comble devant les conséquences du processus de privatisation : les conditions de service dégradées, les hausses de tarifs, les retards, les trains et lignes supprimées, les dizaines de milliers d'emplois détruits.

En lien avec l'Union européenne et ses directives, le pouvoir veut faire bien

pire, détruire tout ce qui reste du service public nationalisé. Les exemples étrangers sont affligeants parfois dramatiques, comme les privatisations déjà engagées en France (ex : l'envolée des prix de l'énergie).

La casse des services publics nationalisés est au cœur de la politique antisociale que Hollande et Valls poursuivent : supprimer les statuts et le droit du travail, faire pression sur les salaires pour gaver les patrons, les banques et les actionnaires. Le démantèlement de la SNCF et la remise en cause de l'égalité des territoires et de la démocratie locale, avec la suppression annoncée des départements et la constitution d'eurorégions vont de pair aussi.

La mobilisation des cheminots peut être une locomotive dans la riposte pour commencer à gagner, par la lutte, la rupture avec la politique au service du Medef et avec l'Union européenne des capitalistes.

Dans l'immédiat, elle porte nos intérêts d'usagers, de salariés et de contribuables.

Retrait de la réforme ferroviaire !

D'année en année, la situation est devenue insupportable. Les trains sont de plus en plus souvent en retard. Des horaires ont été supprimés. Les rames sont bondées. Les accidents se multiplient jusqu'au drame, non-élucidé, de Brétigny sur des lignes que nous empruntons chaque jour. Les guichets ferment, les automates tombent en panne. Il n'y a plus personne pour nous conseiller. Derrière, de moins en moins de cheminots pour entretenir les voies, les aiguillages.

Dans le même temps, les tarifs s'envolent. Ils sont devenus incompréhensibles. Partir en week-end en train devient un luxe.

Ces 30 ans de dégradation du service public ne doivent rien à la fatalité ! C'est le résultat d'une politique, poursuivie par les gouvernements successifs, avec l'Union européenne. Son but est d'utiliser notre besoin de transport public pour détourner notre argent vers la finance, vers le privé.

La nouvelle étape de cette politique de casse, c'est la « réforme ferroviaire ». Le gouvernement veut la faire passer au Parlement au beau milieu des vacances. Massivement, les cheminots avec leurs organisations syndicales s'y opposent et préparent la lutte. Usagers, ils défendent notre intérêt, notre droit à la mobilité.

Cette « réforme » n'a qu'un but : préparer la mise en concurrence prévue

par l'Union européenne en 2019 du transport de voyageurs. Peu importe qu'elle ait conduit partout, dramatiquement en Grande-Bretagne, à des catastrophes économiques et humaines. Pour les capitalistes, il faut faire éclater la SNCF, nationalisée par le Front populaire. Il faut casser le statut des personnels et l'emploi. Il faut endetter la SNCF, les régions, sur les marchés financiers, pour enrichir les spéculateurs.

L'éclatement de la SNCF permettra de sous-traiter et d'externaliser à des entreprises privées un maximum d'opérations immédiatement profitables pendant que la collectivité paiera les investissements à long terme. Privatisation des profits, nationalisation des pertes : voilà ce que souhaitent le gouvernement et la commission européenne !

Communistes, nous entendons contribuer à ce combat. Nous rejetons l'ensemble de la politique antisociale du gouvernement : « pacte de responsabilité », casse du droit du travail... Le démantèlement de la SNCF et du service public nationalisé est au centre cette politique.

Au nom des directives européennes, Hollande et Valls ne font que continuer la même politique que leurs prédécesseurs, pour casser nos acquis sociaux et démocratiques, au profit des capitalistes.

Le « changement », la rupture avec cette politique et l'ue ne peut partir que des luttes!avec les cheminots, battons-nous jusqu'au retrait de la réforme ferroviaire

Militons pour :

- **LE GEL DES TARIFS NATIONAUX ET REGIONAUX, L'AUGMENTATION DU VERSEMENT TRANSPORTS DES ENTREPRISES,** le financement des investissements par L'ETAT avec appel à l'épargne populaire.
- **LE REJET DES DIRECTIVES EUROPÉENNES DE LIBERALISATION ET DE CASSE DU SERVICE PUBLIC**— La politique de l'Union européenne est massivement rejetée par les peuples, elle n'a aucune légitimité à être appliquée en France.
- **LA DÉFENSE ET LA RECONQUETE DU MONOPOLE PUBLIC DE LA SNCF** - C'est la seule garantie d'un service public de qualité, avec des tarifs réglementés et des garanties de sécurité.
- **LE RETABLISSEMENT DES LIGNES ET ARRETS SUPPRIMES CES DERNIERES ANNEES** — La fermeture de lignes de TER provoque la mort des territoires non desservis, impossibles à rejoindre sans voiture.